

Etats-Unis/Politique

L'exploit démocrate dans l'Alabama est une défaite majeure pour Trump

AFP
Montgomery/Etats-Unis

Le président avait soutenu jusqu'au bout le candidat républicain Roy Moore, battu dans ce bastion pourtant conservateur par Doug Jones.

LE président américain Donald Trump a essuyé une nouvelle défaite politique majeure mardi dans l'Etat américain de l'Alabama, où le candidat qu'il soutenait a été battu par un démocrate, un exploit dans ce bastion conservateur.

Le démocrate Doug Jones a battu l'ancien magistrat ultra-conservateur Roy Moore à l'issue d'une campagne virulente qui a captivé l'Amérique et va priver le parti au pouvoir d'un précieux siège à la chambre haute du Congrès.

Selon des résultats portant sur la totalité des bureaux de vote, Doug Jones a obtenu 49,9% des voix, contre 48,4% pour Roy Moore.

"Le cœur de cette élection s'est jouée sur la dignité et le respect", a déclaré le vainqueur, un ancien procureur fédéral de 63 ans qui s'était fait connaître en faisant condamner des membres du Ku Klux Klan qui avait incendié une église noire dans les années 1960, tuant quatre fillettes.

"L'Alabama était à la croisée des chemins (...) Ce soir, vous avez emprunté le bon chemin", a-t-il lancé devant



Photo : AFP

Vainqueur inattendu du Républicain Roy Moore dans l'Alabama, un bastion conservateur, Doug Jones est le nouveau héros démocrate.

ses supporters à Birmingham.

Le revers est très personnel pour le président des Etats-Unis, qui avait appelé ses partisans à la loyauté au nom de la poursuite de son programme de réformes.

Mais c'est d'un tweet magnanime qu'il a pris acte du résultat.

"Félicitations à Doug Jones pour cette victoire âprement disputée mais une victoire est une victoire", a écrit M. Trump dans un tweet. "Les habitants de l'Alabama sont formidables, et les républicains auront une nouvelle chance de gagner ce siège très bientôt", a-t-il ajouté, le mandat de l'élu courant jusqu'en 2020.

Dans cette première réaction, le président n'a toutefois pas eu un mot pour son candidat, dont la cam-

pagne a été dominée par des allégations d'agression sexuelle sur deux mineures il y a plusieurs décennies. Malgré l'acceptation des résultats par le président et par le parti républicain de l'Alabama, le juge Moore n'a pas concédé la défaite, dans la soirée, affirmant que le résultat était trop serré et susceptible de déclencher un recomptage automatique.

Mais le secrétaire d'Etat de l'Alabama, John Merrill, a indiqué dans la soirée qu'aucun nouveau dépouillement ne pourrait être demandé avant la certification des résultats ; cette certification aura lieu entre le 26 décembre et le 3 janvier.

EUPHORIE DEMOCRATE. Jamais depuis 1992 un démocrate n'avait été élu sénateur dans cet Etat du Sud.

La participation a été plus forte que prévu, entre 33 et 35%, selon John Merrill.

"Le pays n'oubliera pas que l'Alabama a voté pour l'espoir, et que Trump s'est rangé du côté d'un agresseur sexuel présumé d'enfants qui voulait ramener l'Amérique en arrière", a écrit le sénateur Chris Van Hollen.

"Vous ne pouvez prétendre être le parti des valeurs familiales tant que vous accepterez des hommes ignobles comme Roy Moore", a déclaré le président du parti démocrate, Tom Perez.

L'exploit de Doug Jones donne des ailes au parti d'opposition, qui a déjà obtenu un carton plein le mois dernier lors d'une série d'élections dans le pays.

"Si les démocrates peuvent gagner dans l'Alabama,

nous pouvons, et nous devons, concourir partout", s'est réjouie Hillary Clinton.

BANNON CIBLE DES CRITIQUES. M. Trump avait fait fi des allégations contre Roy Moore dans le but de conserver ce siège et de poursuivre son train de réformes.

Désormais, la majorité républicaine au Sénat sera de 51 sièges sur 100, réduisant sa marge de manœuvre au quasi-minimum.

Pour le parti républicain, la défaite de leur candidat est aussi, paradoxalement, un soulagement, car elle lui évite d'avoir à gérer le cas Moore, et d'être sali par association.

Contrairement à Donald Trump, la plupart des élus républicains avaient retiré leur soutien à Roy Moore après la publication de témoignages de femmes, afin d'éviter d'être sali par association. S'attirant les foudres des forces anti-establishment emmenées par Stephen Bannon, l'ex-conseiller de la Maison Blanche qui est en guerre ouverte contre les leaders du parti.

Avant même la proclamation des résultats, les couteaux étaient déjà sortis à droite, en premier lieu contre Stephen Bannon, qui a fait émerger Roy Moore au moment de la primaire.

Le seul sénateur républicain à avoir publiquement soutenu Doug Jones, Jeff Flake de l'Arizona, a tweeté une courte phrase : "la morale l'emporte".

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Corruption.** Nouveau revers judiciaire pour Zuma

La justice sud-africaine a infligé hier un nouveau revers au président Jacob Zuma, empêtré dans une longue série de scandales, en lui ordonnant de mettre en place d'ici un mois une commission d'enquête sur la corruption à la tête de l'Etat.

• **Liberia/Présidentielle.** Second tour le 26 décembre

La Commission électorale nationale du Liberia (NEC) a fixé au 26 décembre le second tour du scrutin présidentiel entre l'ex-star du foot George Weah et le vice-président sortant Joseph Boakai, a annoncé son président, Jerome Korkoya.

• **Togo/Opposition.** Nouvelle manif dans les rues de Lomé

Des milliers de personnes ont à nouveau défilé hier dans les rues de Lomé à l'appel de l'opposition, qui boycotte les concertations proposées par le gouvernement pour sortir de la crise politique que traverse le Togo depuis trois mois.

A travers le monde

• **France/Enquête.** Un ex-ministre de la Justice accusé de violation du secret judiciaire

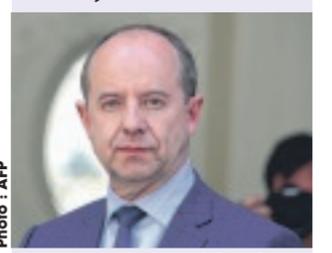


Photo : AFP

Le ministère public français a confirmé hier des "éléments susceptibles d'engager la responsabilité pénale" de l'ancien ministre de la Justice Jean-Jacques Urvoas, accusé dans la presse d'avoir informé un ami député, Thierry Solère, d'une enquête le concernant.

• **Turquie/Diplomatie.** L'appel de leaders musulmans

Des leaders musulmans réunis en sommet à Istanbul ont appelé hier le monde à reconnaître Jérusalem-Est comme capitale d'un Etat palestinien en réponse à la décision américaine de considérer la ville sainte comme capitale d'Israël.

• **Yémen/Conflit.** Au moins 30 morts à Sanaa

Des raids aériens de la coalition sous commandement saoudien ont fait au moins 30 morts et des dizaines de blessés hier dans un camp de prisonniers tenu par les rebelles Houthis dans la capitale yéménite Sanaa, selon un nouveau bilan cité par la chaîne de télévision Al-Massira contrôlée par ces insurgés.

France-Afrique/Lutte antijihadiste

Coup d'accélérateur à la force du G5 Sahel

AFP
La Celle-Saint-Cloud/France

LA force antiterroriste du G5 Sahel a reçu hier de nouveaux soutiens financiers internationaux afin qu'elle puisse remporter au plus vite ses premières "victoires" dans la guerre qui "bat son plein" contre les jihadistes.

"Il nous faut gagner la guerre contre le terrorisme dans la zone sahélo-saharienne. Or elle bat son plein. Il y a des attaques chaque jour, il y a des Etats qui sont aujourd'hui menacés", a déclaré le président français Emmanuel Macron à l'issue d'un sommet de soutien à cette force à La Celle-Saint-Cloud, près de Paris.

"Il faut donc intensifier l'effort (...) Nous avons un objectif simple qui est d'avoir

des victoires au premier semestre 2018".

La force du G5 Sahel, composée de soldats de cinq pays de la région (Mali, Tchad, Burkina Faso, Niger, Mauritanie) a effectué une première opération "exploratoire" en novembre mais doit monter en puissance pour atteindre au moins 5 000 hommes d'ici au printemps 2018.

La principale annonce de la réunion a été la décision de l'Arabie Saoudite, représentée par son ministre des Affaires étrangères, Adel Al-Jubeir, de contribuer à hauteur de 100 millions d'euros (65,5 milliards de francs) à la force G5 Sahel.

Les Emirats arabes unis qui, comme Ryad, sont soucieux de démontrer leur engagement sur le front antiterroriste, apporteront pour leur part 30 millions d'euros (19,6 milliards de



Photo : AFP

Emmanuel Macron et ses homologues du G5 Sahel hier à La Celle-Saint-Cloud.

francs) à cette force, dont les besoins ont été évalués à 250 millions d'euros (163,7 milliards de francs) pour sa mise en place.

Ces contributions s'ajoutent à celles, déjà annoncées, des partenaires réunis au sein de la "Coalition Sahel", notamment des enveloppes de 50 millions d'euros de l'UE et de 60 millions de dollars des

Etats-Unis.

Sur le plan opérationnel, les pays du G5 Sahel vont aussi "renforcer leurs efforts en priorité sur la zone centre (Mali, Burkina et Niger)", a expliqué Emmanuel Macron. Cela consistera en une "augmentation des effectifs engagés, un renforcement des postes de commandement, une planification accélérée des opé-

rations, avec des objectifs au premier semestre 2018".

En appui, les partenaires vont leur "donner les moyens et fournir les capacités", a ajouté la chancelière Angela Merkel, dont le pays va apporter équipements et infrastructures. Les groupes jihadistes, dispersés lors de l'intervention française Serval en 2013, ont retrouvé un nouveau souffle malgré la présence de 12 000 Casques bleus (Minusma) et de la force française Barkhane, qui compte 4 000 hommes dans la région.

Multipliant les attaques meurtrières contre ces forces et l'armée malienne, ils ont étendu en 2017 leurs actions dans le centre et dans le sud du Mali, à la frontière avec le Niger et le Burkina Faso, qui sont aussi régulièrement touchés.